

Wallace, Iain (2001) *A Geography of the Canadian Economy*.
Toronto, Oxford University Press, 265 p. (ISBN 0-19-540773-3)

Joël Rouffignat

Volume 46, Number 129, 2002

Le paysage par-delà la norme : Questions, opinions débats

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/023070ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/023070ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Département de géographie de l'Université Laval

ISSN

0007-9766 (print)

1708-8968 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this review

Rouffignat, J. (2002). Review of [Wallace, Iain (2001) *A Geography of the Canadian Economy*. Toronto, Oxford University Press, 265 p. (ISBN 0-19-540773-3)]. *Cahiers de géographie du Québec*, 46(129), 424–426.
<https://doi.org/10.7202/023070ar>

d'un effort lexicologique bienvenu, ils confirment, au vu de ce qui précède, l'absolue nécessité pour la géographie culturelle de définir ses concepts dans une démarche raisonnée.

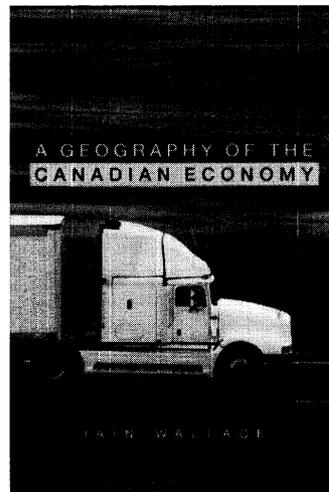
Philippe Reyt
CREA
Saint-Étienne

WALLACE, Iain (2001) *A Geography of the Canadian Economy*. Toronto, Oxford University Press, 265 p. (ISBN 0-19-540773-3)

Iain Wallace nous propose ici une belle synthèse sur la géo-économie du Canada. L'auteur met surtout l'accent sur l'évolution des facteurs de production (ressources, capitaux, main-d'œuvre, recherche et développement) et des politiques (fédérales, provinciales, sectorielles).

Il a divisé son volume en trois parties traitant successivement des principaux facteurs qui influencent l'économie canadienne, de l'évolution des divers secteurs économiques et des grandes régions du pays (Canada atlantique, central, l'ouest et le Nord).

La première partie du volume consiste en un tableau des transformations majeures qui ont affecté l'économie canadienne au cours des trente dernières années. Iain Wallace nous en brosse les grands traits en cinq chapitres. Il décrit d'abord le passage d'une économie basée principalement, jusqu'à la fin des années 1960, sur l'exploitation des ressources naturelles du pays à une économie basée sur les connaissances et les technologies de l'information, dans le contexte d'une intégration continentale avancée (chapitre 1). Ces transformations ont été accompagnées d'un changement des politiques de développement régional, caractérisé par une plus forte intégration continentale, mais aussi une plus grande décentralisation vers les provinces. Avec la complexification des relations économiques, les provinces sont devenues mieux à même d'agir sur les déterminants sociaux et environnementaux d'économies régionales très différentes. Jusque dans les années 1960, c'est surtout par le biais des politiques de transport que le gouvernement fédéral avait cherché à agir et à intégrer l'espace économique canadien. Au cours des décennies 1960 et 1970, ce sont les politiques de développement économique régional qui marquent l'époque du premier ministre Trudeau. Enfin c'est principalement par des incitations fiscales et financières, plus souples et plus adaptables aux contextes provinciaux et locaux que les pouvoirs publics ont tenté de relancer les économies régionales dans les années 1980-1990. Au regard du libéralisme des États-Unis, l'État canadien



demeure encore très interventionniste, bien qu'il soit moins directement engagé dans le développement régional aujourd'hui qu'autrefois, crise budgétaire aidant. Cette situation s'explique par le fait qu'il a dû jouer un rôle de mobilisateur de ressources limitées en hommes et en capitaux pour assurer l'exploitation des ressources naturelles (chapitre 2). Les paramètres environnementaux de l'économie canadienne commandent qu'une meilleure gestion de ces ressources soit assurée : les terres agricoles sont limitées et disparaissent sous l'impact de l'urbanisation, l'exploitation forestière se poursuit jusqu'aux limites du rendement soutenu maximal, la surpêche a conduit à l'extinction presque totale de certaines espèces. Voilà certaines des erreurs majeures que les acteurs économiques doivent corriger pour passer d'un mode purement « extractif » d'utilisation des ressources à une gestion durable dans un contexte de changements climatiques globaux (chapitre 3). Les transformations structurelles de l'économie canadienne affectent les relations entre les diverses échelles d'interventions allant du local au global en passant par les régions, les provinces, le pays et l'ALENA. C'est dans ce contexte changeant que les déterminants de la compétition économique se redéplient : facteurs de production, entreprises, marchés, industries innovatrices se transforment et se recomposent dans le bienheureux monde de la « destruction créatrice » d'un capitalisme plus libéral (chapitre 4). Pour clore cette partie, l'auteur discute des dimensions urbaines de l'économie canadienne : un archipel d'une vingtaine de régions urbaines gravitant peu ou prou autour des trois métropoles que sont Toronto, Montréal et Vancouver (chapitre 5), métropoles dont le dynamisme est fonction de leur capacité de compétition au sein du réseau urbain nord-américain.

La seconde partie de l'ouvrage est subdivisée en six chapitres traitant d'autant de secteurs d'activités : les services, l'industrie, l'agro-alimentaire, les forêts et les mines, l'énergie et la chimie, les transports. Les synthèses sont courtes, bien ramassées et donnent un aperçu très actuel de l'évolution de ces différentes activités. Au fil de ces différents chapitres, nous retrouvons la trame d'analyse de la partie précédente : l'intégration continentale des produits et des marchés (exemple : le passage du pacte de l'automobile à l'ALENA), les segments occupés par les entreprises canadiennes dans le mouvement de spécialisation-globalisation (entreprises canadiennes et filiales d'entreprises américaines), l'importance des politiques fédérales et provinciales (politique fédérale de l'énergie, politique agricole québécoise), le poids relatif des régions et des villes dans les différentes productions (filière automobile ontarienne, avionnerie et industrie pharmaceutique montréalaises, technologies de l'information à Ottawa). Peu de chiffres et de cartes, mais de brèves descriptions d'excellente qualité dans leur choix et dans leur mise à jour, bien que certains secteurs aient connu de profonds bouleversements depuis la publication du livre, la haute technologie ayant connu de douloureux déboires depuis l'année 2000.

La troisième partie reprend cette description, mais sur une base régionale. Chaque région nous est présentée en deux temps : une brève discussion traitant des principaux facteurs de l'évolution des économies régionales et du poids respectif des secteurs d'activité suivie d'une description sommaire des principales régions et des pôles économiques de la région. Cette partie est la moins achevée du travail d'Iain Wallace. En effet, il manque au lecteur non canadien les cartes nécessaires à la compréhension de ces structures régionales. Comment comprendre le processus de suburbanisation de l'économie montréalaise ou torontoise sans quelques repères cartographiques?

Comment traiter de la position d'hinterland des centres industriels du bouclier laurentien sans quelques cartes illustrant les axes de communication et les flux d'échanges dans l'axe Québec-Windsor et vers la Nouvelle Angleterre ou les Grands-Lacs? Souhaitons qu'une seconde édition permette à l'auteur de corriger cette faiblesse. La présentation du Canada central est quelque peu limitée au regard de l'importance de cette région : les deux tiers des activités se déroulent dans les deux provinces de l'Ontario et du Québec. L'analyse de l'évolution économique des deux provinces est trop brève pour que les conclusions ne soient pas schématiques. Wallace souligne fort bien que le déclin relatif de l'économie québécoise n'est pas seulement dû à la poussée nationaliste et à l'incertitude que cela a pu soulever, mais plutôt à la réorientation des flux d'échanges et au déclin d'une base industrielle beaucoup plus ancienne qu'en Ontario. Nous n'échappons pas à la digression sur les différences entre un Ontario plus enclin au laisser faire et un Québec plus « colbertiste ». Comment expliquer alors la forte expansion d'un entrepreneuriat francophone et d'entreprises transnationales québécoises au cours des trois dernières décennies, alors que l'État s'est progressivement retiré des activités productives?

L'investigation des structures du capitalisme canadien aurait mérité d'être plus poussée. Les flux d'investissements étrangers directs, le rôle des multinationales, les exportations de capitaux vers les autres pays : ces éléments sont certes présentés dans divers chapitres, mais brièvement, alors qu'aujourd'hui, ils sont plus déterminants que les politiques gouvernementales dans la reconfiguration des économies nationales, régionales ou locales. Quel sens prend la globalisation pour le Canada lorsque l'on sait que 40 % de ses exportations sont faites par les trois grands de l'automobile et consistent en des échanges intra-firmes? Comment l'évolution des flux de capitaux va-t-elle affecter les entreprises canadiennes, puisque les bourses régionales sont en profonde transformation et que les principales entreprises canadiennes effectuent déjà la majorité de leurs transactions sur la place new-yorkaise? Quelle modification apporter aux politiques fiscales et financières pour assurer la compétitivité des régions (taux de taxation, aide aux exportations, avantages fiscaux, etc.)? Quel est l'impact de l'émigration des cerveaux pour l'économie canadienne quand de nombreux chercheurs et scientifiques sont attirés par les centres de recherche et les entreprises américaines?

Wallace conclut au rôle majeur des métropoles canadiennes dans l'économie canadienne, au poids très lourd que les États-Unis font peser sur le tissu industriel, notamment par les effets de leurs décisions plus ou moins protectionnistes selon leurs besoins. Il discute aussi de la « balkanisation » éventuelle du Canada, provoquée beaucoup plus par l'intégration au sein de l'ALENA que par les problèmes politiques internes, alors que se fait de plus en plus sentir la prépondérance des flux nord-sud sur les flux est-ouest.

Joël Rouffignat
Université Laval